



ERRATUM

**Sous-commission paritaire pour les services des
aides familiales et des aides seniors de la Com-
munauté française, de la Région wallonne et de
la Communauté germanophone**

**CCT n° 156429/CO/318.01
du 25/11/2019**

Correction du texte néerlandais :

- L'article 7, § 1^{er} doit être modifié comme suit :
"De sociale partners verbinden zich ertoe om de
**Regeringen van de Franse Gemeenschapscom-
missie en de Gemeenschappelijke Gemeenschaps-
commissie** in kennis te stellen van de goede uit-
voering van deze collectieve arbeidsovereen-
komst."

Décision du 01-12-2020

ERRATUM

**Paritair Subcomité voor de diensten voor ge-
zins- en bejaardenhulp van de Franse Ge-
meenschap, het Waalse Gewest en de Duitsta-
lige Gemeenschap**

**CAO nr. 156429/CO/318.01
van 25/11/2019**

Verbetering van de Nederlandstalige tekst :

- Artikel 7, § 1 moet als volgt verbeterd wor-
den : "De sociale partners verbinden zich ertoe
om de **Regeringen van de Franse Gemeen-
schapscommissie en de Gemeenschappelijke
Gemeenschapscommissie** in kennis te stellen
van de goede uitvoering van deze collectieve
arbeidsovereenkomst."

Beslissing van 01-12-2020

**Sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone
SCP 318.01**

Convention collective de travail du 25 novembre 2019 relative à l'octroi d'une prime de fin d'année dans le secteur des services d'aide aux familles et aux personnes âgées subventionnés par les Commissions Communautaires française et commune de la Région de Bruxelles-Capitale.

CHAPITRE I - CHAMP D'APPLICATION

Article 1

§1. La présente Convention Collective de Travail s'applique aux travailleurs et aux employeurs des services d'aide aux familles et aux personnes âgées (dont l'appellation actualisée est « services d'aide à domicile »), subsidiés par les Commissions Communautaires française et commune de la région de Bruxelles-Capitale qui ressortissent à la SCP 318.01.

§2. Il y a lieu d'entendre par « travailleurs », le personnel ouvrier et employé, masculin et féminin

CHAPITRE II - MODALITES D'APPLICATION

Article 2

Le montant de la prime de fin d'année se compose de deux parties : une partie forfaitaire et une partie variable.

§ 1 : Pour les services d'aide à domicile subsidiés par la COCOF

1.a. la partie forfaitaire est calculée conformément à l'application de l'article 5,§ 2, point 1 de l'arrêté royal du 23 octobre 1979 octroyant une allocation de fin d'année à certains titulaires d'une fonction rémunérée à charge du trésor public, telle qu'elle a été modifiée par l'arrêté royal du 3 décembre 1987.

Par conséquent, le montant de la partie forfaitaire de l'année considérée est obtenu en majorant la partie forfaitaire de l'année précédente d'un pourcentage variant en fonction de l'évolution de l'indice santé. Ce pourcentage est obtenu en divisant l'indice du mois d'octobre de l'année considérée par l'indice du mois d'octobre de l'année précédente. Ce pourcentage est calculé à quatre décimales.

Pour l'année 2000 le montant de la partie fixe est de **278,73 euros** (cfr arrêté royal du 15 décembre 1999, *Monteur belge* du 23 décembre 1999).

1.b. Il s'ajoute à cette partie, une prime forfaitaire brute non indexée de **161,40 euros** et une prime forfaitaire brute non indexée de **64 euros** en remplacement de la mesure éco-chèques de l'accord non-marchand Cocof de 2010, soit au total 225,40 euros.

1.c. Il s'ajoute à cette partie, en application du protocole d'accord 2018-2019 du 18 juillet 2018 pour les secteurs non-marchand de la Commission communautaire française et de la Commission communautaire commune, accord dont l'objectif est de réduire l'écart entre la PFA et le 13^e mois, une prime forfaitaire brute indexée de **340 euros** pour 2019 qui est octroyée aux travailleurs relevant des cadres subventionnés ainsi qu'à ceux qui sont « hors cadre » affectés aux missions en lien avec l'agrément.

Pour l'indexation, comme au point 1.a al 2, le montant de la partie forfaitaire de l'année considérée est obtenu en majorant la partie forfaitaire de l'année précédente d'un pourcentage variant en fonction de l'évolution de l'indice santé. Ce pourcentage est obtenu en divisant l'indice du mois d'octobre de l'année considérée par l'indice du mois d'octobre de l'année précédente. Ce pourcentage est calculé à quatre décimales.

2. La partie variable s'élève à 2,5 p.c. de la rémunération annuelle brute indexée du travailleur. Par rémunération brute indexée, on entend : le produit de la multiplication de la rémunération brute barémique indexée due aux travailleurs concernés pour le mois d'octobre de l'année considérée par douze, le cas échéant y compris de l'allocation foyer-résidence, mais à l'exclusion de toutes autres primes, suppléments ou indemnités.

§ 2 : Pour les services d'aide à domicile subsidiés par la COCOM

1.a. la partie forfaitaire est calculée conformément à l'application de l'article 5,§ 2, point 1 de l'arrêté royal du 23 octobre 1979 octroyant une allocation de fin d'année à certains titulaires d'une fonction rémunérée à charge du trésor public, telle qu'elle a été modifiée par l'arrêté royal du 3 décembre 1987.

Par conséquent, le montant de la partie forfaitaire de l'année considérée est obtenu en majorant la partie forfaitaire de l'année précédente d'un pourcentage variant en fonction de l'évolution de l'indice santé. Ce pourcentage est obtenu en divisant l'indice du mois d'octobre de l'année considérée par l'indice du mois d'octobre de l'année précédente. Ce pourcentage est calculé à quatre décimales.

Pour l'année 2000 le montant de la partie fixe est de **278,73 euros** (cfr arrêté royal du 15 décembre 1999, *Monteur belge* du 23 décembre 1999).

1.b. Il s'ajoute à cette partie une prime forfaitaire brute non indexée de **161,40 euros**.

1.c. Il s'ajoute à cette partie, en application du protocole d'accord 2018-2019 du 18 juillet 2018 pour les secteurs non-marchand de la Commission communautaire française et de la Commission communautaire commune, accord dont l'objectif est de réduire l'écart entre la PFA et le 13^e mois, une prime forfaitaire brute indexée de **280 euros** pour 2019 qui est octroyée aux travailleurs relevant des cadres subventionnés ainsi qu'à ceux qui sont « hors cadre » affectés aux missions en lien avec l'agrément.

Pour l'indexation, comme au point 1.a al 2, le montant de la partie forfaitaire de l'année considérée est obtenu en majorant la partie forfaitaire de l'année précédente d'un pourcentage variant en fonction de l'évolution de l'indice santé. Ce pourcentage est obtenu en divisant l'indice du mois d'octobre de l'année considérée par l'indice du mois d'octobre de l'année précédente. Ce pourcentage est calculé à quatre décimales.

2. La partie variable s'élève à 2,5 p.c. de la rémunération annuelle brute indexée du travailleur. Par rémunération brute indexée, on entend : le produit de la multiplication de la rémunération brute barémique indexée due aux travailleurs concernés pour le mois d'octobre de l'année considérée par douze, le cas échéant y compris de l'allocation foyer-résidence, mais à l'exclusion de toutes autres primes, suppléments ou indemnités.

Article 3

§ 1. Le montant global de la prime de fin d'année est octroyé au travailleur qui exerce une fonction impliquant l'exécution de prestations de travail complètes effectives ou assimilées et qui a ou aurait bénéficié de son salaire complet pendant toute la période de référence. Les prestations de travail assimilées sont celles visées aux articles 16 et 41 de l'arrêté royal du 30 mars 1967 déterminant les modalités générales d'exécution des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés.

La période de référence est la période allant du 1^{er} janvier au 30 septembre inclus de l'année considérée. Chaque mois de travail effectif ou assimilé pendant la période de référence donne droit à un neuvième de la prime octroyée conformément aux dispositions de l'article 3. On entend par mois,

tout engagement ayant pris cours avant le treizième jour du mois.

§ 2. Lorsque le travailleur ne peut bénéficier de la prime globale dans le cadre de prestations de travail complètes parce qu'il a été engagé ou qu'il a quitté l'établissement au cours de la période de référence, le montant de la prime est fixé au prorata des prestations de travail effectuées ou assimilées pendant la période de référence.

§ 3. Le montant de la prime est calculé pour le travailleur occupé à temps partiel au prorata de la durée des prestations de travail qu'il a ou aurait effectué au cours de la période de référence.

Article 4

La prime de fin d'année est liquidée en une seule fois dans le courant du mois de décembre de l'année considérée.

Article 5

La prime de fin d'année n'est pas due aux travailleurs licenciés pour motif grave, ni pour des prestations de travail effectuées dans le cadre d'un contrat d'étudiant ou d'un contrat de remplacement si le travailleur remplacé a reçu l'intégralité ou une partie de cette prime de fin d'année.

Article 6

Là où les travailleurs bénéficient déjà d'une prime de fin d'année au moins équivalente à celle stipulée à l'article 2, les travailleurs maintiennent cet avantage.

CHAPITRE III - DISPOSITIONS FINALES

Article 7

§1. Les partenaires sociaux s'engagent à avertir les Gouvernements de la Commission communautaire française et de la Commission communautaire commune de la bonne exécution de la présente convention collective de travail.

§2. La présente Convention Collective de Travail abroge et remplace la Convention Collective de Travail du 19 juin 2006 relative à l'octroi d'une prime de fin d'année dans le secteur des services d'aides aux familles et aides seniors subventionnés par les commissions communautaires communes et française de la Région Bruxelles capitale enregistrée sous le numéro 104253/co/318.01

Article 8

La présente convention collective de travail est conclue pour une durée indéterminée.

Elle entre en vigueur le 1er janvier 2019. Elle peut être dénoncée moyennant un préavis de trois mois, envoyé par courrier recommandé au président de la Sous-Commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone.

=====

**Paritair subcomité voor de diensten voor gezins- en
bejaardenhulp van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de
Duitstalige gemeenschap
PSC 318.01**

**Collectieve arbeidsovereenkomst van 25 november 2019 betreffende de toekenning van
een eindejaarspremie in de sector van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp die door
de Gemeenschappelijke en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels
Hoofdstedelijk Gewest gesubsidieerd worden.**

HOOFDSTUK I - - TOEPASSINGSGBIED

Artikel 1

§1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werknemers en de werkgevers van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp (huidige benaming «diensten voor thuiszorg»), die door de Gemeenschappelijke en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gesubsidieerd worden en die onder PSC 318.01 vallen.

Onder "werknemers" wordt verstaan: de mannelijke en vrouwelijke arbeiders en bedienden.

HOOFDSTUK II – TOEPASSINGSMODALITEITEN

Artikel 2

Het bedrag van de eindejaarspremie bestaat uit twee gedeelten: een forfaitair gedeelte en een variabel gedeelte.

§ 1: Voor de diensten voor thuiszorg gesubsidieerd door de COCOF

1.a. Het forfaitair gedeelte wordt bepaald overeenkomstig artikel 5, § 2, punt 1, van het koninklijk besluit van 23 oktober 1979 houdende toekenning van een eindejaarstoelage aan sommige titularissen van een ten laste van de Schatkist bezoldigd ambt, gewijzigd door het koninklijk besluit van 3 december 1987.

Het bedrag van het forfaitair deel van het in aanmerking genomen jaar wordt bijgevolg verkregen door het forfaitair gedeelte, toegekend in het voorgaande jaar, te verhogen met een percentage dat afhangt van de evolutie van de gezondheidsindex. Dit percentage wordt bekomen door het indexcijfer dat van kracht is in oktober van het aanmerking genomen jaar te delen door het indexcijfer dat van kracht was in oktober van het voorgaande jaar. Het percentage wordt berekend tot op vier decimalen.

Voor het jaar 2000 bedraagt het vast gedeelte **278,73 euro** (cfr koninklijk besluit van 15 december 1999, *Belgisch Staatsblad* van 23 december 1999).

1.b. Dit gedeelte wordt vermeerderd met een niet-geïndexeerde forfaitaire brutopremie van **161,40 euro** en een niet-geïndexeerde forfaitaire brutopremie van **64 euro** ter vervanging van de maatregel ecocheques van het non-profitakkoord Cocof van 2010, in totaal 225,40 euro.

1.c. Met toepassing van het protocolakkoord 2018-2019 van 18 juli 2018 voor de non-profit sectoren van de Franse Gemeenschapscommissie en van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, akkoord dat doelt op het verkleinen van het verschil tussen de eindejaarspremie en de 13de maand, wordt dit gedeelte vermeerderd met een geïndexeerde forfaitaire brutopremie van **340 euro** voor 2019, die wordt toegekend aan de werknemers die vallen binnen de

gesubsidieerde kaders alsook aan de werknemers "buiten kader" die worden ingezet voor opdrachten die verband houden met de erkenning.

Voor de indexering, zoals in punt 1.a 2de lid, wordt het bedrag van het forfaitair deel van het in aanmerking genomen jaar verkregen door het forfaitair deel, toegekend in het voorgaande jaar, te verhogen met een percentage dat afhangt van de evolutie van het de gezondheidsindex. Dit percentage wordt bekomen door het indexcijfer dat van kracht is in oktober van het aanmerking genomen jaar te delen door het indexcijfer dat van kracht was in oktober van het voorgaande jaar. Het percentage wordt berekend tot op vier decimalen.

2. Het variabel gedeelte bedraagt 2,5% van het geïndexeerd bruto-jaarloon van de werknemer. Onder geïndexeerd brutoloon wordt verstaan: de uitkomst van de vermenigvuldiging met twaalf van het geïndexeerd baremiëk brutoloon, aan de betrokken werknemers verschuldigd voor de maand oktober in het betrokken kalenderjaar, in voorkomend geval met inbegrip van de haard- of standplaatstoelage, maar met uitsluiting van andere premies, toeslagen of vergoedingen.

§ 2: Voor de diensten voor thuiszorg gesubsidieerd door de GGC

1.a. Het forfaitair gedeelte wordt bepaald overeenkomstig artikel 5, § 2, punt 1, van het koninklijk besluit van 23 oktober 1979 houdende toekenning van een eindejaarstoelage aan sommige titularissen van een ten laste van de Schatkist bezoldigd ambt, gewijzigd door het koninklijk besluit van 3 december 1987.

Het bedrag van het forfaitair deel van het in aanmerking genomen jaar wordt bijgevolg verkregen door het forfaitair gedeelte, toegekend in het voorgaande jaar, te verhogen met een percentage dat afhangt van de evolutie van de gezondheidsindex. Dit percentage wordt bekomen door het indexcijfer dat van kracht is in oktober van het aanmerking genomen jaar te delen door het indexcijfer dat van kracht was in oktober van het voorgaande jaar. Het percentage wordt berekend tot op vier decimalen.

Voor het jaar 2000 bedraagt het vast gedeelte **278,73 euro** (cfr koninklijk besluit van 15 december 1999, *Belgisch Staatsblad* van 23 december 1999).

1.B). Dit gedeelte wordt vermeerderd met een niet-geïndexeerde forfaitaire brutopremie van **161,40 euro**.

1.c. Met toepassing van het protocolakkoord 2018-2019 van 18 juli 2018 voor de non-profit sectoren van de Franse Gemeenschapscommissie en van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, akkoord dat doelt op het verkleinen van het verschil tussen de eindejaarspremie en de 13de maand, wordt dit gedeelte vermeerderd met een geïndexeerde forfaitaire brutopremie van **280 euro** voor 2019, die wordt toegekend aan de werknemers die vallen binnen de gesubsidieerde kaders alsook aan de werk

nemers "buiten kader" die worden ingezet voor opdrachten die verband houden met de erkenning.

Voor de indexering, zoals in punt 1.a 2de lid, wordt het bedrag van het forfaitair deel van het in aanmerking genomen jaar verkregen door het forfaitair deel, toegekend in het voorgaande jaar, te verhogen met een percentage dat afhangt van de evolutie van het de gezondheidsindex. Dit percentage wordt bekomen door het indexcijfer dat van kracht is in oktober van het aanmerking genomen jaar te delen door het indexcijfer dat van kracht was in oktober van het voorgaande jaar. Het percentage wordt berekend tot op vier decimalen.

2. Het variabel gedeelte bedraagt 2,5% van het geïndexeerd bruto-jaarloon van de werknemer. Onder geïndexeerd brutoloon wordt verstaan: de uitkomst van de vermenigvuldiging met twaalf van het geïndexeerd baremiëk brutoloon, aan de betrokken werknemer verschuldigd voor de maand oktober in het betrokken kalenderjaar, in voorkomend geval met inbegrip van de haard- of standplaatstoelage, maar met uitsluiting van andere premies, toeslagen of vergoedingen.

Artikel 3

§ 1. Het totaalbedrag van de eindejaarsvergoeding wordt toegekend aan de werknemer die een functie uitoefent waarin hij volledige effectieve of gelijkgestelde arbeidsprestaties uitvoert, en die zijn volledig loon heeft of had ontvangen tijdens de referentieperiode. De gelijkgestelde arbeidsprestaties staan opgesomd in de artikelen 16 en 41 van het koninklijk besluit van 30 maart 1967 tot bepaling van de algemene uitvoeringsmodaliteiten van de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie van de werknemers.

De referentieperiode loopt van 1 januari tot 30 september inbegrepen van het in aanmerking genomen jaar. Elke effectieve of gelijkgestelde gewerkte maand tijdens de referentieperiode geeft recht op een negende van de premie toegekend volgens de bepalingen van artikel 3. Onder maand wordt verstaan: elke verbintenis die is aangegaan voor de dertiende kalenderdag van de lopende maand.

§ 2. Als een werknemer de gehele premie niet kan genieten in het raam van volledige arbeidsprestaties omdat hij of zij in dienst werd genomen tijdens de referentieperiode of de instelling heeft verlaten in de loop van de referentieperiode, wordt het bedrag van de premie vastgesteld pro rata de tijdens de referentieperiode gewerkte of daarmee gelijkgestelde dagen.

Het bedrag van de eindejaarspremie voor de deeltijds tewerkgestelde werknemer wordt berekend naar rata van de duur van de arbeidsprestaties die de werknemer in de loop van de referentieperiode heeft of zou hebben gepresteerd.

Artikel 4

De eindejaarspremie wordt uitbetaald in de loop van de maand december van het betreffende jaar.

Artikel 5

De eindejaarspremie is niet verschuldigd aan om dringende reden ontslagen werknemers, noch voor arbeidsprestaties die zijn verricht in het kader van een studentencontract of een vervangingscontract voor het gedeelte waarvoor de vervangen werknemer de volledige eindejaarspremie of een deel ervan ontvangen heeft.

Artikel 6

Daar waar de werknemers reeds een eindejaarstoelage genieten die tenminste gelijkwaardig is aan deze bepaald in artikel 2, behouden de werknemers dit voordeel.

Hoofdstuk III – - SLOTBEPALINGEN

Artikel 7

§1. De sociale partners verbinden zich ertoe om de ^{Regeringen van de} Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie in kennis te stellen van de goede uitvoering van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

§2. Deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangt de Collectieve arbeidsovereenkomst van 19 juni 2006 betreffende de toekenning van een eindejaarspremie in de sector van de gezins- en bejaardenhulp-diensten die door de Gemeenschappelijke en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gesubsidieerd worden, geregistreerd onder nummer 104253/co/3180.1 en heft deze op.

Artikel 8

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten voor onbepaalde duur.

Zij treedt in werking op 1 januari 2019. Ze kan opgezegd worden door elke partij met een opzeggingstermijn van 3 maanden, betekend per aangetekend schrijven bij de Post, aan de Voorzitter van het Paritair subcomité voor gezins- en bejaardenhulp van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap.

=====